

Accord intercantonal

du 22 juin 2006

sur les contributions dans le domaine de la formation professionnelle initiale (accord sur les écoles professionnelles, AEPr)

I. Dispositions générales

Art. 1 Objectifs

¹ L'accord règle la contribution des cantons signataires aux frais de l'enseignement professionnel ainsi qu'aux frais des formations professionnelles à plein temps.

² Il précise les domaines qui font l'objet d'une procédure séparée et distribue les compétences.

³ Il contribue ainsi à la coordination de la politique en matière de formation professionnelle.

Art. 2 Champ d'application

¹ L'accord est valable pour la formation professionnelle initiale conformément aux articles 12 à 25 de la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle (LFPr).

² Il porte sur la préparation à la formation professionnelle initiale, sur l'ensemble de l'enseignement scolaire et sur les formations professionnelles à plein temps correspondant aux filières régies par la loi fédérale sur la formation professionnelle.

³ Deux ou plusieurs cantons signataires peuvent adopter des dispositions qui divergent de celles du présent accord.

Art. 3 Principes fondamentaux

¹ Pour les apprenants et apprenantes fréquentant un établissement de formation d'un autre canton, les cantons signataires versent des contributions uniques, aussi bien pour l'enseignement professionnel que pour les formations à plein temps.

Interkantonale Vereinbarung

vom 22. Juni 2006

über die Beiträge an die Ausbildungskosten in der beruflichen Grundbildung (Berufsfachschulvereinbarung, BFSV)

I. Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Zweck

¹ Die Vereinbarung regelt die Abgeltung der Vereinbarungskantone an die Kosten des beruflichen Unterrichts sowie an die Kosten der beruflichen Vollzeitausbildungen.

² Sie benennt die Bereiche, für die gesonderte Verfahren gelten und regelt die Zuständigkeit.

³ Sie trägt damit zu einer koordinierten Berufsbildungspolitik bei.

Art. 2 Geltungsbereich

¹ Die Vereinbarung gilt für den Bereich der beruflichen Grundbildung gemäss Artikel 12–25 des Bundesgesetzes vom 13. Dezember 2002 über die Berufsbildung (Berufsbildungsgesetz, BBG).

² Sie umfasst die Vorbereitung auf die berufliche Grundbildung, den gesamten schulischen Unterricht sowie die beruflichen Vollzeitausbildungen der dem Bundesgesetz über die Berufsbildung unterstellten Ausbildungsgänge.

³ Zwei oder mehrere Kantone können von dieser Vereinbarung abweichende Regelungen treffen.

Art. 3 Grundsätze

¹ Die Vereinbarungskantone entrichten für Lernende an ausserkantonalen Ausbildungsstätten für den beruflichen Unterricht sowie für berufliche Vollzeitausbildungen je einheitliche Beiträge.

² Le classement des filières dans la catégorie «écoles à plein temps» ou la catégorie «enseignement professionnel à l'intérieur du système dual» est indiqué en annexe.

³ Les cantons où les écoles ont leur siège accordent aux apprenants et apprenantes d'autres cantons dont la formation professionnelle est régie par le présent accord les mêmes droits qu'à leurs propres ressortissants et ressortissantes.

⁴ Les cantons signataires veillent à ce que les dispositions du présent accord soient appliquées par analogie lorsque les apprenants et apprenantes des cantons signataires fréquentent des écoles gérées par des communes, des associations de communes, des associations professionnelles, des entreprises ou des organisations d'utilité publique.

Art. 4 Canton débiteur

¹ S'agissant de l'enseignement professionnel dans le cadre des écoles professionnelles, le canton débiteur est le canton dans lequel s'effectue l'apprentissage. Celui-ci décide de l'affectation d'un apprenant ou d'une apprenante dans une école professionnelle sise en dehors des frontières cantonales en accord avec le canton dans lequel se situe ladite école, et les inscriptions se font conformément à la procédure en vigueur dans ce dernier.

² S'agissant des formations suivies dans des écoles à plein temps ou dans des écoles de maturité professionnelle, suite à un apprentissage, le canton débiteur est le canton de domicile au moment où la formation est entamée, pour autant qu'il ait autorisé la fréquentation d'un établissement de formation hors canton. L'autorisation qu'il délivre doit accompagner le formulaire d'inscription.

³ Est réputé canton de domicile:

- a) le canton d'origine pour les apprenants et apprenantes de nationalité suisse dont les parents résident à l'étranger ou qui, orphelins de père et de mère, vivent à l'étranger ou, lorsqu'il y a plusieurs cantons d'origine, celui de la citoyenneté la plus récente; demeure réservée la lettre d,
- b) le canton d'assignation pour les réfugié-e-s et les apatrides qui ont atteint l'âge de la majorité et qui sont orphelins de père et de mère ou dont les parents résident à l'étranger; demeure réservée la lettre d,
- c) le canton dans lequel se trouve le domicile civil pour les étrangers et étrangères qui ont atteint l'âge de la majorité et qui sont orphelins de père et de mère ou dont les parents résident à l'étranger; demeure réservée la lettre d,

² Die Zuordnung von Ausbildungsgängen zu den Bereichen Vollzeitschulen oder beruflichen Unterricht im dualen System wird im Anhang vermerkt.

³ Die Standortkantone gewähren den Lernenden, deren Schulbesuch dieser Vereinbarung untersteht, die gleiche Rechtsstellung wie den eigenen Lernenden.

⁴ Die Vereinbarungskantone sorgen dafür, dass die Bestimmungen dieser Vereinbarung sinngemäss angewendet werden, wenn Lernende der Vereinbarungskantone Schulen besuchen, die von Gemeinden, Gemeindeverbänden, Berufsverbänden, Betrieben oder gemeinnützigen Organisationen geführt werden.

Art. 4 Zahlungspflichtiger Kanton

¹ Für den beruflichen Unterricht an Berufsfachschulen ist der Lehrortskanton zahlungspflichtig. Dieser entscheidet im Einvernehmen mit dem Schulortskanton über eine Zuweisung zu einer ausserkantonalen Berufsfachschule. Die Anmeldung erfolgt gemäss Praxis des Schulortskantons.

² Bei Lernenden von Vollzeitschulen und von Berufsmaturitätsschulen nach der Lehre ist der Wohnsitzkanton zum Zeitpunkt des Ausbildungsbeginns zahlungspflichtig, sofern er den Besuch einer ausserkantonalen Ausbildungsstätte bewilligt. Die Bewilligung hat mit der Anmeldung vorzuliegen.

³ Als Wohnsitzkanton von Lernenden gilt:

- a) der Heimatkanton für Schweizerinnen und Schweizer, deren Eltern im Ausland wohnen oder die elternlos im Ausland wohnen: bei mehreren Heimatkantonen gilt das zuletzt erworbene Bürgerrecht, vorbehalten bleibt Bst. d;
- b) der zugewiesene Kanton für mündige Flüchtlinge und Staatenlose, die elternlos sind oder deren Eltern im Ausland wohnen, vorbehalten bleibt Bst. d;
- c) der Kanton des zivilrechtlichen Wohnsitzes für mündige Ausländerinnen und Ausländer, die elternlos sind oder deren Eltern im Ausland wohnen; vorbehalten bleibt Bst. d;

- d) le canton dans lequel les apprenants et apprenantes majeurs ont résidé en permanence pendant deux ans au moins et où ils ont exercé – sans être simultanément en formation – une activité lucrative qui leur a permis d’être financièrement indépendants; la gestion d’un ménage familial et l’accomplissement du service militaire sont également considérés comme activités lucratives, et,
- e) dans tous les autres cas, le canton dans lequel se trouve le domicile civil des parents ou le siège des autorités tutélaires compétentes en dernier lieu.

II. Contributions

Art. 5 Détermination du montant des contributions

¹ Les contributions sont versées sous forme de montants forfaitaires, échelonnés en fonction du type de formation (formation à plein temps, formation à temps partiel, cours isolés).

² Le calcul du montant des contributions s’appuie sur les principes suivants:

- a) Il convient de calculer le montant des frais de formation moyens par personne et par année. Est déterminant pour le calcul des contributions le montant net des frais de formation moyens, lequel s’obtient en déduisant des frais d’infrastructure et d’exploitation les éventuelles taxes d’études individuelles et contributions de tiers. Pour les écoles à plein temps, on déduira également les subventions fédérales.
- b) Un montant calculé à partir d’un taux forfaitaire appliqué au montant net des frais d’exploitation (selon let. a) est ajouté pour couvrir les frais d’infrastructure. Ce taux forfaitaire est indiqué dans l’annexe.
- c) Les contributions versées dans le cadre de l’accord couvrent 90 % du montant net des frais de formation moyens par personne et par année.

³ L’adaptation des contributions se fait chaque année et prend effet deux ans après.

⁴ La contribution est due pour une année scolaire complète. La date de référence pour établir la liste des personnes en formation entrant en ligne de compte est fixée dans l’annexe.

- d) der Kanton, in dem mündige Lernende mindestens zwei Jahre ununterbrochen gewohnt haben und, ohne gleichzeitig in Ausbildung zu sein, finanziell unabhängig gewesen sind; als Erwerbstätigkeit gelten auch die Führung eines Familienhaushaltes und das Leisten von Militärdienst;
- e) in allen übrigen Fällen der Kanton, in dem sich der zivilrechtliche Wohnsitz der Eltern befindet beziehungsweise der Sitz der zuletzt zuständigen Vormundschaftsbehörde.

II. Beiträge

Art. 5 Festsetzung der Beiträge

¹ Für die Abgeltung gelten Pauschalbeiträge, abgestuft nach dem Ausbildungsmodell (Vollzeit/Teilzeit/Einzellektion).

² Für die Festlegung der Höhe der Beiträge gelten folgende Grundsätze:

- a) Es werden die durchschnittlichen Ausbildungskosten pro Lernenden und Jahr ermittelt. Massgeblich für die Festlegung der Beiträge sind die durchschnittlichen Netto-Ausbildungskosten, das heisst die Betriebs- und Infrastrukturkosten abzüglich allfälliger Schulgelder und allfälliger Beiträge Dritter. Bei Vollzeitschulen werden zudem die Bundesbeiträge abgezogen.
- b) Für den Infrastrukturaufwand wird ein pauschaler Prozentsatz der Summe der Nettobetriebskosten gemäss Bst. a angerechnet. Dieser wird im Anhang festgelegt.
- c) Die Beiträge im Rahmen der Vereinbarung liegen bei 90 Prozent der ermittelten durchschnittlichen Netto-Ausbildungskosten pro Lernenden und pro Jahr.

³ Die Anpassung der Beiträge erfolgt jährlich, mit Wirkung auf das übernächste Jahr.

⁴ Der Beitrag ist jeweils für ein volles Schuljahr geschuldet. Das Stichdatum für die Ermittlung der Schülerzahl wird im Anhang festgelegt.

III. Contributions versées pour les autres prestations

Art. 6 Procédure à suivre pour d'autres prestations

¹ Il incombe à la Conférence suisse des offices de la formation professionnelle (CSFP), en tant que conférence spécialisée de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP), de faire des propositions à la Conférence des cantons signataires pour tout ce qui concerne les autres prestations citées à l'alinéa 2.

² Figurent en particulier parmi les autres prestations:

- a) les cours interentreprises,
- b) les cours professionnels intercantonaux organisés par des associations,
- c) les procédures de qualification,
- d) les formations de rattrapage,
- e) l'encadrement individuel pendant la formation initiale de deux ans.

³ La Conférence des cantons signataires définit la forme et la teneur des réglementations y afférentes et fixe la hauteur des indemnités. Ces montants sont indiqués dans l'annexe. L'alinéa 4 demeure réservé.

⁴ Les cantons signataires peuvent limiter leur indemnisation des prestations citées à l'alinéa 2 au volume fixé à cet effet dans leur législation cantonale.

IV. Exécution

Art. 7 Conférence des cantons signataires

¹ La Conférence des cantons signataires se compose d'un représentant ou d'une représentante de chaque canton ayant adhéré à l'accord. La Confédération peut se faire représenter avec voix consultative.

² Il incombe à la Conférence des cantons signataires

- a) de fixer le montant des contributions selon l'article 5, et
- b) de définir les règles et de fixer le montant des contributions versées pour les prestations citées à l'article 6 al. 2.

³ Pour les décisions visées par l'alinéa 2 let. a et b, la majorité des deux tiers des membres de la Conférence est exigée.

⁴ Le comité de la CDIP est chargé de préparer les dossiers pour la Conférence des cantons signataires.

III. Abgeltung weiterer Leistungen

Art. 6 Verfahren für weitere Leistungen

¹ Die Schweizerische Berufsbildungsämter-Konferenz (SBBK) ist als Fachkonferenz der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) zuständig für die Antragstellung an die Konferenz der Vereinbarungskantone bezüglich weiterer Leistungen gemäss Absatz 2.

² Weitere Leistungen, die zwischen den Kantonen abgegolten werden, sind insbesondere:

- a) überbetriebliche Kurse;
- b) interkantonale Fachkurse;
- c) Qualifikationsverfahren;
- d) Nachholbildung;
- e) individuelle Begleitung in der zweijährigen Grundbildung.

³ Die Konferenz der Vereinbarungskantone legt Grundsätze und Beiträge für die Abgeltung der Leistungen gemäss Absatz 2 fest. Diese werden im Anhang aufgeführt. Vorbehalten bleibt Absatz 4.

⁴ Die Vereinbarungskantone können die Abgeltung der Leistungen gemäss Absatz 2 auf die im eigenen Kanton geltenden Grundsätze beschränken.

IV. Vollzug

Art. 7 Konferenz der Vereinbarungskantone

¹ Die Konferenz der Vereinbarungskantone setzt sich aus je einer Vertretung der Kantone zusammen, die der Vereinbarung beigetreten sind. Der Bund kann sich mit beratender Stimme vertreten lassen.

² Ihr obliegen die Aufgaben

- a) die Beiträge gemäss Artikel 5 festzulegen,
- b) Regelungen und Höhe der Beiträge für die Abgeltung von Leistungen nach Artikel 6 festzulegen.

³ Beschlüsse gemäss Absatz 2 Bst. a und b bedürfen der Mehrheit von zwei Dritteln der Konferenzmitglieder.

⁴ Die Vorbereitung der Geschäfte für die Konferenz der Vereinbarungskantone obliegt dem Vorstand der EDK.

Art. 8 Secrétariat

¹ Le secrétariat est assuré par le Secrétariat général de la CDIP.

² Le secrétariat doit s'acquitter notamment des tâches suivantes:

- a) procéder régulièrement à un relevé des frais,
- b) examiner et mettre au point les propositions en faveur d'une adaptation du montant des contributions,
- c) informer les cantons signataires,
- d) veiller à la coordination, et
- e) régler les questions de procédure.

³ Le comité de la CDIP met en place un groupe de travail qui fait office d'organe de consultation et élabore les propositions soumises à la Conférence des cantons signataires.

⁴ Les frais de secrétariat occasionnés par l'exécution du présent accord sont à la charge des cantons signataires et répartis au prorata du nombre d'habitants. Ils leur sont facturés annuellement.

Art. 9 Instance d'arbitrage

¹ Une commission arbitrale est mise en place pour régler les litiges qui pourraient survenir entre les cantons signataires lors de l'interprétation et de l'application de l'accord.

² Cette commission se compose de trois membres qui sont désignés par les parties concernées. Si ces dernières ne peuvent s'entendre sur le choix des membres, la commission arbitrale est nommée par le comité de la CDIP.

³ Les dispositions du concordat du 27 mars 1969 sur l'arbitrage sont applicables.

⁴ Les décisions de la commission arbitrale sont sans appel.

V. Dispositions transitoires et finales**Art. 10** Entrée en vigueur

Le présent accord entre en vigueur dès qu'il a reçu l'adhésion de quinze cantons, mais au plus tôt au début de l'année scolaire 2007/08.

Art. 8 Geschäftsstelle

¹ Die Geschäftsstelle wird vom Generalsekretariat der EDK geführt.

² Der Geschäftsstelle obliegen insbesondere die folgenden Aufgaben:

- a) die regelmässige Erhebung der Kosten,
- b) die Überprüfung und Ausarbeitung von Vorschlägen für die Anpassung der Beiträge,
- c) die Information der Vereinbarungskantone,
- d) Koordinationsaufgaben und
- e) die Regelung von Verfahrensfragen.

³ Für die Beratung der Geschäftsstelle sowie für die Erarbeitung der Anträge an die Konferenz der Vereinbarungskantone setzt der Vorstand der EDK eine Arbeitsgruppe ein.

⁴ Die Kosten der Geschäftsstelle für den Vollzug dieser Vereinbarung sind durch die Vereinbarungskantone nach Massgabe der Bevölkerungszahl zu tragen. Sie werden ihnen jährlich in Rechnung gestellt.

Art. 9 Schiedsinstanz

¹ Für allfällige sich aus der Anwendung oder Auslegung dieser Vereinbarung ergebende Streitigkeiten zwischen den Vereinbarungskantonen wird ein Schiedsgericht eingesetzt.

² Dieses setzt sich aus drei Mitgliedern zusammen, welche durch die Parteien bestimmt werden. Können sich die Parteien nicht einigen, so wird das Schiedsgericht durch den Vorstand der EDK bestimmt.

³ Die Bestimmungen des Konkordates vom 27. März 1969 über die Schiedsgerichtsbarkeit finden Anwendung.

⁴ Das Schiedsgericht entscheidet endgültig.

V. Übergangs- und Schlussbestimmungen**Art. 10** Inkrafttreten

Die Vereinbarung tritt in Kraft, wenn ihr 15 Kantone beigetreten sind, frühestens aber auf den Beginn des Schuljahres 2007/08.

Art. 11 Abrogation de l'accord intercantonal du 30 août 2001 sur les contributions des cantons aux frais de scolarité et de formation dans le domaine de la formation professionnelle

La Conférence des cantons signataires de l'accord intercantonal du 30 août 2001 sur les contributions des cantons aux frais de scolarité et de formation dans le domaine de la formation professionnelle décide de la date d'abrogation dudit accord.

Art. 12 Dénonciation

L'accord peut être dénoncé au 30 septembre de chaque année, par simple déclaration écrite adressée au secrétariat et moyennant un préavis de deux ans. La dénonciation ne peut intervenir qu'après cinq ans d'adhésion.

Art. 13 Maintien des obligations

Lorsqu'un canton dénonce le présent accord, les obligations qu'il avait contractées demeurent inchangées à l'égard des personnes se trouvant en formation au moment de la dénonciation de l'accord.

Art. 14 Principauté du Liechtenstein

La Principauté du Liechtenstein peut adhérer au présent accord sur la base de sa propre législation. Elle a alors les mêmes droits et les mêmes obligations que les cantons signataires.

Art. 11 Ausserkraftsetzung der Interkantonalen Vereinbarung vom 30. August 2001 über Beiträge der Kantone an Schul- und Ausbildungskosten in der Berufsbildung

Die Konferenz der Vereinbarungskantone der Interkantonalen Vereinbarung vom 30. August 2001 über Beiträge der Kantone an Schul- und Ausbildungskosten in der Berufsbildung entscheidet über den Zeitpunkt der Ausserkraftsetzung dieser genannten Vereinbarung.

Art. 12 Kündigung

Die Vereinbarung kann unter Einhaltung einer Frist von zwei Jahren jeweils auf den 30. September durch schriftliche Erklärung an die Geschäftsstelle gekündigt werden, erstmals jedoch nach fünf Beitrittsjahren.

Art. 13 Weiterdauer der Verpflichtungen

Kündigt ein Kanton die Vereinbarung, bleiben seine Verpflichtungen aus dieser Vereinbarung für die zum Zeitpunkt des Austritts in Ausbildung befindlichen Personen bestehen.

Art. 14 Fürstentum Liechtenstein

Dieser Vereinbarung kann das Fürstentum Liechtenstein auf der Grundlage seiner eigenen Gesetzgebung beitreten. Ihm stehen alle Rechte und Pflichten eines Vereinbarungskantons zu.

1. Offres et tarifs

Offres	Volume	Remarques	Tarif ¹⁾ annuel (proposition) Fr.
Passerelles	1 à 2½ jours d'école par semaine		6 000.–
	3 à 5 jours d'école par semaine		12 000.–
Ecole professionnelle	Leçons hebdomadaires par an, à l'unité ²⁾	1 à 7 leçons	400.– la leçon
	Temps partiel ³⁾	Apprentissage dual (1 à 2 jours) avec ou sans maturité professionnelle intégrée ³⁾	6 000.–
	Plein-temps	Centres d'apprentissage, ESC, année d'apprentissage de base (cours interentreprises inclus)	12 000.–
Maturité professionnelle	Plein-temps, sur un an ⁴⁾		12 000.–
	En emploi, sur deux ans ⁴⁾		6 000.–
Cours interentreprises	Forfait par leçon	Clarification par la CSFP (art. 6)	
Cours professionnels intercantonaux		Clarification par la CSFP (art. 6)	
Procédures de qualification		Clarification par la CSFP (art. 6)	
Formations de rattrapage		Clarification par la CSFP (art. 6)	
Encadrement individuel pour les formations initiales de deux ans		Clarification par la CSFP (art. 6)	

1. Angebote und Tarife

Angebotsbereich	Umfang	Hinweise	Tarif ¹⁾ pro Schuljahr (Vorschlag) Fr.
Brückenangebote	Schulischer Anteil 1–2½ Tage		6 000.–
	Schulischer Anteil 3–5 Tage		12 000.–
Berufsfachschule	Einzeljahreslektion ²⁾	1–7 Jahreslektionen	400.– pro Jahreslektion
	Teilzeit ³⁾	Duale Lehre (1–2 Tage), mit oder ohne lehrbegleitende Berufsmaturität ³⁾	6 000.–
	Vollzeit	Lehrwerkstätten, HMS, Basislehrjahr (inkl. üK)	12 000.–
Berufsmaturität nach der Lehre	Vollzeit 1 Jahr ⁴⁾		12 000.–
	berufsbegleitend, 2 Jahre ⁴⁾		6 000.–
Überbetriebliche Kurse üK	Lektionenpauschale	Klärung durch SBBK (Art. 6)	
Interkantonale Fachkurse IFK		Klärung durch SBBK (Art. 6)	
Qualifikationsverfahren		Klärung durch SBBK (Art. 6)	
Nachholbildung		Klärung durch SBBK (Art. 6)	
Individuelle Begleitung zweijährige Grundbildung		Klärung durch SBBK (Art. 6)	

Ces contributions incluent pour les frais d'infrastructure un forfait correspondant à 10 % du montant net des frais d'exploitation (conformément à l'art. 5 al. 2 let. b).

2. Délai

Le délai imparti pour la communication du nombre d'élèves est fixé au 15 novembre.

In diesen Beiträgen ist ein pauschaler Infrastrukturaufwand in der Höhe von 10 % der Nettobetriebskosten enthalten (gemäss Art. 5 Abs. 2 Bst. b).

2. Stichdatum

Stichdatum für die Ermittlung der Schülerzahl ist der 15. November.

¹⁾ Les contributions se fondent sur les résultats du relevé de l'OFFT pour l'année 2004. Il faut toutefois souligner que ces données ne sont pas encore assez nuancées et que l'Office fédéral de la statistique ne dispose pas non plus de données fiables pour différencier les personnes ayant achevé une formation à temps partiel ou à plein temps.

²⁾ Si le nombre de périodes est inférieur à 8, c'est le tarif à l'unité qui s'applique.

³⁾ Dans les cas où l'enseignement professionnel et l'enseignement général ont lieu dans deux endroits différents, en dehors des frontières cantonales, est exigible tout au plus le tarif ordinaire. Les cantons concernés règlent la répartition des contributions.

⁴⁾ Autres types de formation: contribution au prorata de la durée (contribution pour toute la durée: 12 000 francs).

¹⁾ Die Basis für die Beiträge bilden die Ergebnisse der Erhebung des BBT für das Jahr 2004. Allerdings sind die vorliegenden Daten noch ungenügend differenziert und auf der Seite des Bundesamts für Statistik fehlen ebenfalls verlässliche Angaben betr. Vollzeit und Teilzeit-Absolventen.

²⁾ Beim Besuch von weniger als 8 Lektionen kommt der Einzellektionentarif zur Anwendung.

³⁾ In Fällen, in denen der berufliche und der allgemeinbildende Unterricht an zwei verschiedenen ausserkantonalen Orten stattfindet, ist maximal der ordentliche Tarif fällig. Die Aufteilung wird zwischen den beteiligten Kantonen geregelt.

⁴⁾ Andere Formen: Beitrag je nach Dauer (Gesamtbeitrag über die ganze Dauer: 12 000 Franken).